

Brochure n° 3032 | Conventions collectives régionales

BÂTIMENT

IDCC : 1740 | **OUVRIERS**

IDCC : 1843 | **INGÉNIEURS, ASSIMILÉS ET CADRES**
(Région parisienne)

Dénonciation par lettre du 13 février 2018

de la CAPEB Île-de-France
du protocole d'accord Seine-et-Marnais du 31 mai 1995
(région parisienne)

NOR : ASET2150472M

IDCC : 1740

CAPEB Île-de-France (Essonne, Val-d'Oise)
43, rue d'Epluches,
95310 Saint-Ouen-l'Aumône

Saint-Ouen-l'Aumône, le 13 février 2018.

Monsieur,

Dans le cadre de l'opération de restructuration des branches engagée en application de la loi du 5 mars 2014 et conformément à l'article L. 2261-9 du code du travail, nous vous notifions par le présent courrier la dénonciation du :

■ protocole d'accord Seine-et-marnais du 31 mai 1995 réactualisant et se substituant à la convention collective de Seine-et-Marne des ouvriers du bâtiment de 1956 et l'ensemble de ses avenants.

Cette dénonciation fait courir un préavis de 6 mois.

En conséquence, la CAPEB grande couronne Île-de-France donne mandat à la confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB), 2, rue Béranger, 75140 Paris Cedex 03, pour procéder à la négociation des textes de substitution aux textes ci-dessus dénoncés, en application de l'article L. 2261-10 du code du travail.

Les accords de salaire, indemnités de petits déplacements et indemnités pour les maîtres d'apprentissage confirmés restent en vigueur. Une fois les nouvelles conventions collectives nationales conclues, ces accords feront l'objet d'avenants à ces conventions collectives nationales. Ils demeureront négociés au niveau local, à l'exclusion du premier avenant correspondant.

La présente dénonciation fera l'objet d'un dépôt, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, auprès de l'administration.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le président.